

## FLN : L'ENTOURAGE DE SAÂDANI EN EST CONVAINCU

# Tayeb Louh, en meneur de la contestation ?

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, s'en prend violemment à son prédécesseur, Abdelaziz Belkhadem, qu'il accuse ouvertement d'être celui qui «tire les ficelles» du mouvement de contestation qui le cible. Tentative de diversion ? Ce n'est pas exclu.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Mais alors, vraiment peu probable que l'ancien chef du gouvernement, très rompu aux mœurs du système auquel il a appartenu pendant des décennies, s'aventure à pareille manœuvre, après son «bannissement» spectaculaire par Abdelaziz Bouteflika, fin août dernier. En fait, ce que ne dit pas Saâdani publiquement, ce sont ses proches qui l'affirment en catimini : «Le véritable meneur de la contestation, ce n'est ni Belkhadem, ni Belayat, ni Abada. Il s'agit, bel et bien, de Tayeb Louh.» En réalité, c'est ce qui inquiète le plus Amar Saâdani. Car, auquel cas, il lui sera difficile de constituer «sa défense», sur le plan politique.

Tayeb Louh, l'actuel ministre de la Justice, ne peut pas être accusé d'être un opposant à Abdelaziz Bouteflika, «le prési-

dent de la République et du parti», comme aime à le répéter Saâdani. Loin s'en faut ! Il s'agit là, même, de l'un des plus proches et plus fidèles parmi les fidèles au patron d'El-Mouradia, comme l'atteste du reste si bien sa haute et si sensible fonction de ministre de la Justice, garde des Sceaux. Une fonction à laquelle Louh avait été propulsé à une période cruciale dans la carrière, voire même de la vie de Abdelaziz Bouteflika : à son retour du Val-de-Grâce et à la veille d'une présidentielle unique dans les annales.

En septembre 2013, Bouteflika avait choisi Mourad Medelci au Conseil constitutionnel, Tayeb Belaïz au ministère de l'Intérieur, Tayeb Louh comme ministre de la Justice et ... Amar Saâdani à la tête du FLN, dans une sorte de dispositif de guerre en vue de se présenter comme



Tayeb Louh dans le collimateur de Saâdani.

candidat pour un quatrième mandat, dans les conditions que l'on sait. Lorsque, fin août 2013, Amar Saâdani avait été imposé de force à la tête de l'ex-parti unique par Bouteflika, Tayeb Louh était son principal appui. Il était même le seul ministre en exercice à l'être, contrairement à Amar Tou, Abdelaziz Ziari et Rachid Harraoubia par exemple. Un «manquement» à l'injonction

venue d'El-Mouradia qui finira d'ailleurs par leur coûter leurs postes respectifs dans le gouvernement. Qu'est-ce qui aurait pu changer depuis, pour que Tayeb Louh change de position et d'attitude ? Car, dans l'entourage de Amar Saâdani, le doute n'est plus permis : «Tayeb Louh est bel et bien le meneur de la contestation pour la simple raison qu'il ambitionne de prendre la tête du

parti.» Selon une source bien au fait des rouages du vieux parti, «ce ne sont pas les indices qui manquent : les contestataires viennent de louer une villa à El-Biar, sur les hauteurs d'Alger, à un jet de pierre seulement du siège du ministère de la Justice ! Certes, Louh ne s'implique pas encore publiquement mais il agit par le biais d'un proche à lui, un militant actuellement exerçant comme cadre au ministère du Travail, l'ancien département de Louh.

Tandis qu'un conseiller à lui au ministère de la Justice est en train de contacter des membres du comité central auxquels il demande de signer une pétition contre le SG».

Aussi, la couverture réservée aux activités du mouvement contestataire par certains médias proches du cercle présidentiel, conforte ce doute. Tout cela, même si Louh a pris le soin, via des émissaires, de rassurer Amar Saâdani. Mais à l'approche du congrès de l'ex-parti unique, la méfiance est de mise chez les uns et les autres.

K. A.

## VIOLATIONS

### ISRAËLIENNES DE LA MOSQUÉE AL AQSA Menasra appelle l'Algérie à mieux réagir

Moins frileuse, la position de l'Algérie mais aussi des instances arabes et musulmanes face aux violations et agressions israéliennes de la mosquée Al Aqsa doit l'être, appelait hier le président du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra.

En présence notable du rapporteur du comité d'El Qods au Conseil législatif palestinien, Ahmed Abou Halabia, le président du Front du changement a appelé le gouvernement algérien à jouer un rôle «meilleur» qu'il ne l'est actuellement, à adopter une attitude aussi honorable que celle adoptée par l'ancien président Houari Boumédiène et même celle affirmée par l'ancien coordinateur du FLN, Mohamed Cherif Messaâdia, qui a assuré naguère que «l'Algérie n'abandonnera pas la Palestine même si les Palestiniens l'abandonnent».

«Soyez au moins jaloux de vos biens à Beit El Maqdis», clamera à l'adresse des Algériens le dirigeant du Front du changement, un parti qui a institué une structure, la Rabita d'Abou Medyen (Sidi Boumediene), en soutien à la Palestine, à Al Qods et à la mosquée Al Aqsa, «en péril» et dont les habitants souffrent.

Une invite que l'on adressera également tant à l'Organisation des Nations-Unies, dont «nous n'attendons rien si ce n'est qu'elle œuvre à faire appliquer ses résolutions», qu'à la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la Conférence islamique, le Comité d'El Qods, des instances appelées à moins de passivité et complicité et à davantage de réactivité face aux tentatives de destruction, judaïsation et division temporelle mais aussi spatiale de la mosquée Al Aqsa, troisième Lieu Saint de l'islam et cœur de la Nation musulmane et arabe.

Une nation empêtrée dans ses divisions, de futilles luttes de pouvoir, des sociétés en pleine dislocation, des musulmans impuissants à contrer des actions israéliennes et qui s'inscrivent, estime-t-on, dans le cadre d'une démarche réfléchie.

C. B.

## PROJET DE LOI RELATIF AUX MUTUELLES SOCIALES

### Des députés regrettent la limitation du budget de fonctionnement

**Le budget de fonctionnement des mutuelles sociales limité par le nouveau projet de loi y inhérent à seulement 8% de leurs ressources n'agrée pas bien de députés, surtout ceux de l'opposition.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - En débat depuis hier dimanche à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif aux mutuelles sociales a été globalement bien accueilli par les élus du peuple, très peu nombreux par ailleurs, dans l'hémicycle parlementaire. Surtout qu'il vise à améliorer les prestations et à moderniser le système de sécurité sociale.

Avec, notamment «l'intégration de la mutualité sociale dans le système Chifa et l'introduction de la retraite complémentaire» et de «l'élargissement du système du tiers payant pour les consultations et les actes médicaux essentiels par le développement des conventions avec les médecins, intégrant des mesures garantissant la qualité des soins et la rationalisation des dépenses de santé», comme annoncé par le ministre du Travail, de



Les députés déplorent l'absence de la culture de la mutualisation chez les travailleurs.

l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi dans sa présentation dudit projet. Seulement, certaines des dispositions de ce projet de loi n'ont pas eu l'agrément de certains députés de l'opposition. Notamment celle portant limitation du seuil des ressources des dépenses des mutuelles à 8%, dans l'article 78.

Ce que Rachid Khan du Parti des travailleurs (PT), trouve «insignifiant» de par les ressources des mutuelles limitées aux seules cotisations des travailleurs.

Il plaidera pour sa revalorisation à un seuil beaucoup plus «acceptable» au moment où Filali Ghouini de l'Alliance de l'Algérie verte préconise la liberté aux

mutuelles sociales de définir elles-mêmes leurs budgets, autrement dit, sa «flexibilité».

Surtout que, comme les deux parlementaires l'ont relevé, la culture de «mutualisation» n'est pas suffisamment ancrée parmi les collectifs des travailleurs.

D'où, comme le souhaiteront les deux députés, un travail de sensibilisation

accru des travailleurs et autres fonctionnaires quant à l'opportunité d'adhérer aux mutuelles sociales, sans quoi, comme le signifiera Lakhdar Benkhellaf, la retraite complémentaire, en cours dans nombre de pays européens, et le système de mutuelles sociales n'ont pas d'avenir faute d'adhérents en nombre.

M. K.

## Un terroriste abattu près de Tizi-Ouzou

En opération de ratissage à quelques kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, sur les hauteurs du lieudit Takhoukht, depuis samedi, les éléments de l'ANP ont réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste, hier vers 17 heures, au moment même où retentissaient à plusieurs centaines de mètres à la ronde des coups de feu très nourris. Selon une source sécuritaire, les militaires étaient sur les traces d'un groupe terroriste dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude.

A. M.